

# QUALIFIANT DE «VICTOIRE» LA MOISSON DU FFS AUX DERNIÈRES LÉGISLATIVES

## Aït-Ahmed ordonne de sévir contre les frondeurs

*Réagissant pour la première fois aux résultats obtenus par le parti à l'issue des législatives du 10 mai dernier, le leader du FFS n'a pas hésité à les qualifier de «victoire», ne manquant pas d'évoquer la crise qui couve en son sein et ordonnant, pour ce faire, de sévir à coups de «mesures exemplaires» contre les frondeurs qui ont, notamment, tourné le dos au mot d'ordre de participation au dernier scrutin.*

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Le vieux leader sort, enfin, de son mutisme pour «analyser» le dernier scrutin législatif et ses retombées politiques aussi bien sur la scène politique nationale que sur le FFS, mais surtout, pour se «positionner» par rapport à la fronde qui secoue le parti depuis longtemps et qui s'est accentuée ces derniers temps. Particulièrement depuis la décision de prendre part à cette joute électorale que plus d'un cadre et simple militant a désapprouvée publiquement, osant même faire contre-campagne. Et ces derniers se doivent, désormais, de compter avec l'encensement par le président de l'actuel exécutif,

avec son lot de «sanctions sévères» à leur encontre. Pour preuve, dans un message au secrétariat national du parti, Hocine Aït-Ahmed a tenu, d'emblée, à retenir les efforts et l'engagement militant consentis ces derniers mois et insufflés à la base militante par le premier secrétaire, Ali Laskri. Ceci avant de traiter des dernières législatives au bout desquelles le parti a engrangé 21 sièges dans l'attente, bien entendu, de l'issue des recours introduits auprès du Conseil constitutionnel. Une moisson qu'il ne manquera pas de qualifier de «victoire» du fait qu'elle soit acquise «face à une adversité dont la puissance et la complexité donnent

encore plus de mérite à ceux qui ont su lui résister», écrit-il. Une élection qui, selon Aït-Ahmed, se déroule «dans un pays où un régime autoritaire se maintient par la force et la fraude, la mainmise sur tous les instruments de régulation, la corruption généralisée et la manipulation des faiblesses d'une société durement éprouvée par une décennie de violence». Et à Aït-Ahmed de s'inscrire dans l'avenir, celui de la construction du parti et de l'alternative démocratique qui vont de pair. Pour ce faire, il invitera à une ouverture en direction de la société qui impose plus que jamais «une rigueur dans le travail et une éthique politique sans faille». Rigueur et éthique dont le vieux leader est conscient de leur manque au sein des structures du parti, du fait du «non-respect de la discipline militante partisane». D'où «l'impérative évaluation rigoureuse de l'étape que vient de franchir le parti pour nous projeter avec le maximum de rigueur dans la construction de l'étape suivante»,

préconise Aït-Ahmed pour qui il est vital de discuter au sein des instances du parti d'un «certain nombre de mesures qui doivent impérativement être débattues et donner lieu à des décisions fermes». Par décisions fermes, Aït-Ahmed, pour qui «le suivi et le contrôle de l'application des décisions constituent la pierre angulaire de tout édifice institutionnel, et «il serait intolérable que le parti ne donne pas lui-même l'exemple en matière de réhabilitation du politique et de l'éthique politique qui trouve écho au sein de la société», sous-entend des sanctions contre les auteurs de «comportements indignes de la part de responsables ou de figures importantes du parti à l'occasion de ces élections». «Les comportements fractionnels, les chantages à la dissidence et toutes les formes de pression que des individus ou des groupes d'individus ont menés en direction du parti lors de la campagne électorale ou après doivent faire l'objet de mesures exemplaires», exige Aït-Ahmed qui

exhortera, cependant, à «veiller à être justes et ne pas confondre erreur d'appréciation ou carence individuelle et faute politique». «Il y a un gouffre entre la divergence d'opinion et le travail de sappe et de sabotage du parti», soutiendra-t-il. Au sujet de la représentation parlementaire du parti, Aït-Ahmed précisera qu'elle sera celle du parti «tel qu'il s'est présenté devant les Algériens depuis des décennies». Précision loin d'être fortuite quand on sait que parmi les élus du parti, il y a ces «individualités remarquables et aux qualités reconnues qui ont apporté leur contribution à la réussite du parti. Leur engagement à nos côtés est un gage de confiance mutuelle qu'il s'agira d'approfondir dans l'action commune et le respect mutuel», écrit encore Aït-Ahmed, qui préconise la mise en place d'une organisation rigoureuse à même de faciliter son travail dans le respect des principes du parti et de son fonctionnement».

M. K.

## HENRY S. ENSHER, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS À PARTIR DE TIZI-OUZOU : «La coopération antiterroriste avec l'Algérie sera renforcée»

Dans une conférence de presse tenue, dans la journée d'hier, à l'occasion de sa visite à Tizi-Ouzou, H. S. Ensher, ambassadeur des Etats-Unis en Algérie, a insisté sur l'excellence de la coopération anti-terroriste de son pays avec l'Algérie et sur la nécessité de la renforcer afin de faire face aux défis sécuritaires aussi bien dans la région que dans le monde. Et de préciser, en outre, que son pays n'a pas l'intention d'installer des bases militaires dans la région. «Les événements du 11 septembre 2001 ont aidé à ouvrir une nouvelle ère pour les relations entre l'Algérie et les États-Unis», dira d'emblée le diplomate américain qui précisera que ce partenariat dans le domaine de la lutte anti-terroriste entre les deux pays a été renforcé et développé davantage pour faire face au fléau du terrorisme qui se développe au niveau régional et mondial. H. S. Ensher ne compte pas circonscrire ces relations au seul volet sécuritaire. «Nous sommes à un stade où il faut aller au-delà de la coopération sécuritaire qui doit s'étendre aux domaines économique et commercial.» Le diplomate, qui rappellera que les échanges commerciaux entre son pays et l'Algérie se limitent au marché des hydrocarbures, n'a pas manqué de lancer un appel en direction des entreprises de son pays à renforcer leur présence sur le marché algérien, en jouant les avantages comparatifs et les atouts d'excellence inhérents à l'économie et aux produits américains. Une manière de disputer des parts de marché aux entreprises européennes qui, elles, disposent de l'atout de la proximité géographique pour être plus présentes en Algérie. Invité à faire une évaluation des changements politiques dans les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et leur implication sur l'Algérie, Henry S. Ensher a usé d'un langage très convenu de la diplomatie pour dire que l'Algérie a bien réagi à ces événements en adoptant un programme de réformes politiques. Se gardant d'émettre des réserves sur le déroulement des dernières élections législatives, le diplomate en chef américain dans notre pays, tout en se contentant de dire que ces dernières traduisent le désir de changement du peuple d'Algérie, il exprimera, dans la foulée, la disponibilité de son pays à travailler avec la nouvelle Assemblée législative. Sur sa virée tizi-ouzienne, durant laquelle il s'est entretenu avec le wali et le P/APW de Tizi-Ouzou, son Excellence Henry S. Ensher a dit vouloir jeter des ponts avec les citoyens de cette wilaya, à travers une prise de contact avec les organisations de la société civile.

En outre, il a été beaucoup question du développement économique de la wilaya lors de sa rencontre avec le wali et le P/APW. Avec ce dernier, il a été également question de la dégradation de la situation sécuritaire et du phénomène des kidnappings qui plombent l'activité économique et l'action entrepreneuriale dans la région. «Le diplomate américain, qui a été très attentif à tous les sujets développés dans mon exposé, notamment, l'environnement, l'aide et le renforcement des capacités des associations, a salué les performances réalisées lors des cinq dernières sessions de l'examen du bac par les élèves de la wilaya de Tizi-Ouzou», dira M. Bellabas.

S. Aït-Mébarek

## EN GUISE DE SOUTIEN À LEURS CAMARADES EN GRÈVE DE LA FAIM

### Enième démonstration de force des greffiers

*Plusieurs sit-in de protestation en guise de soutien aux greffiers en grève de la faim ont été organisés hier devant plusieurs juridictions à travers plusieurs wilayas du pays. A Alger, au moins trois importants rassemblements ont été observés devant les tribunaux de Sidi M'hamed, Hussein Dey et le siège de la cour d'appel.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Pour soutenir leurs collègues en grève de la faim depuis une quinzaine de jours, le syndicat des greffiers affilié au Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap) ont observé hier des sit-in de protestation. «Les membres de la Fédération nationale du secteur de la justice, affiliée au Snapap, entament le 15<sup>e</sup> jour de grève de la faim sous le silence total de la tutelle qui excelle dans la violation des lois. Pour cela et pour

démontrer cet état de fait, nous avons organisé aujourd'hui ce rassemblement», a déclaré hier un membre de ce syndicat, lors du rassemblement qui a eu lieu devant le siège du tribunal correctionnel de Sidi M'hamed. Il nous dira, à ce sujet, que deux femmes parmi les grévistes ont été évacuées, il y a quelques jours, dans un état comateux par la Protection civile vers l'hôpital de Rouiba pour réanimation. Hier, les rassemblements observés sous haute surveillan-

ce policière ont eu lieu à l'appel de la Commission nationale de soutien aux grévistes, créée dimanche dernier et qui prévoit l'organisation de plusieurs rassemblements. Selon les mêmes sources, un appel pour la tenue d'un rassemblement national samedi prochain sera lancé à l'adresse des personnalités, syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme et membres du mouvement associatif. «Notre grève est encore ouverte. Je tiens à préciser qu'il n'y a eu ni suspension ni gel de la grève. Tous ceux qui ont repris le travail l'ont fait sous la menace et la pression administrative. D'ailleurs, les greffiers ayant résisté à l'administration ont été suspendus», a expliqué Mourad Ghedia, porte-parole de la Fédération nationale des professionnels de la justice. Ce res-

pensable syndical a tenu en la circonstance à dénoncer «la répression et les intimidations de l'administration et du ministère de la Justice». «C'est aberrant», s'indigne-t-il, tout en dénonçant les «moyens utilisés» par le ministère pour faire pression sur les grévistes et son entêtement à ignorer les revendications de la corporation. Les greffiers et auxiliaires de justice, au niveau de toutes les cours et tribunaux, ont entamé leur grève le 6 avril dernier. Ils revendiquent l'application des engagements pris par le ministère de la Justice lors des assises du 22 février 2011. Pour rappel, le syndicat des greffiers a engagé un bras de fer avec la tutelle en revendiquant la mise en application du statut particulier du greffier.

A. B.

## IL DÉNONCE L'ABSENCE D'INTERLOCUTEUR

### Le SNPSSP gèle sa grève

*Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a gelé depuis hier la grève entamée le 4 mars 2012.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** La décision a été prise lundi par le Conseil national de l'organisation syndicale en session ouverte depuis le 17 février. Le SNPSSP lie la poursuite de la grève au contexte politique actuel. «Tenant compte de l'absence d'interlocuteur dans la conjoncture actuelle faisant suite à la proclamation des récentes élections législatives avec ses implications sur le fonctionnement des institutions, le conseil national a décidé du gel de son mouvement de grève à dater du mardi 22 mai 2012», précise un

communiqué rendu public hier. Le syndicat interpelle, cependant, le chef de l'Etat pour intervenir en urgence. «Le SNPSSP interpelle une nouvelle fois le président de la République afin qu'il intervienne pour lever l'injustice qui est faite aux praticiens spécialistes de la santé publique et mettre fin au départ massif de ces derniers vers d'autres secteurs et l'étranger, sauver le système de santé et garantir ainsi le droit constitutionnel du citoyen à la santé.» Par ailleurs, le SNPSSP dément les récentes informations faisant état d'augmentations accordées à certaines catégories de praticiens. «Le conseil national relève comme exemple de désinformation les prétendues nouvelles augmentations salariales accordées au titre de prime de zone dans le cadre du service civil pour les praticiens affectés

dans les zones du Sud et des Hauts-Plateaux du pays. Il s'agit en réalité de mesures anciennes qui sont appliquées à l'ensemble des fonctionnaires tous secteurs confondus ; les taux avancés de 150 et 80% sont une tromperie car il est sciemment occulté que cette prime est en fait indexée sur l'ancien salaire de base qui est le tiers du salaire de base actuel. D'ailleurs, l'indexation de cette prime sur le salaire de base actuel fait partie des mesures incitatives proposées par le SNPSSP dans le cadre du service civil et toujours rejetées par le ministère de la Santé», précise ce communiqué. Notons, enfin, que le conseil national de ce syndicat se dit déterminé à «défendre les droits contenus dans la plateforme de revendications jusqu'à sa concrétisation».

T. H.

## SYNDICAT DU SECTEUR DES COMMUNES (SNAPAP) Vers une marche nationale

*Les travailleurs du secteur des communes affiliés au Snapap ont décidé de reconduire leur mouvement de protestation cyclique ouvert de trois jours à partir de lundi prochain. Le syndicat, qui dénonce le mutisme de la tutelle, projette aussi d'organiser une marche nationale à Alger dans les prochains jours.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Les travailleurs du secteur des communes ont entamé un mouvement de protestation de trois jours renouvelable tous les

quinze jours depuis le 14 mai dernier. Le syndicat poursuivra donc son débrayage dès lundi prochain, tout en projetant l'organisation d'une marche nationale après la tenue de son conseil national dans les prochains jours, selon M. Aït-Khelifa, vice-président de la Fédération nationale des travailleurs du secteur des communes. Le syndicaliste dira, par ailleurs, qu'il n'y a pas eu de contact avec la tutelle depuis le début de la protestation. «La tutelle veut l'anarchie et le pourrissement, ne pas écouter les syndicats vraiment représentatifs mais nous ne ferons pas marche arrière», explique M. Aït-Khelifa. Le syndicaliste dira que les travailleurs du secteur des communes iront certainement vers une marche nationale après la tenue du conseil national du syndicat. Le mouvement de protestation de

trois jours effectifs à partir du 28 mai sera par ailleurs accompagné par des marches au niveau de trente wilayas du pays. Les travailleurs des communes reprennent le chemin de la protestation après le dernier mouvement de grève des 23, 24 et 25 avril dernier. Le syndicat affilié au Snapap précise qu'en dépit de la large mobilisation, leurs revendications n'ont pas été prises en charge par la tutelle. Il dénonce la restriction des libertés syndicales et du droit des travailleurs à adhérer aux syndicats indépendants. Les travailleurs attirent aussi l'attention sur la détérioration du pouvoir d'achat et sur les conditions de travail des contractuels et des travailleurs à contrat à durée déterminée. Ils comptent de ce fait rester mobilisés jusqu'à la satisfaction de l'ensemble de

leurs revendications. Il s'agit du respect des libertés syndicales, du droit de grève, de la réintégration de tous les syndicalistes suspendus de leur poste de travail, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs des communes ainsi que l'ouverture des portes du dialogue avec la tutelle. Le syndicat veut aussi participer à la révision du statut et du régime des primes et indemnités spécifiques aux travailleurs du secteur des communes. Il revendique aussi la priorité à l'intégration de tous les contractuels à leur poste de travail, que soient revus les statuts particuliers des corps communs et des travailleurs professionnels, des chauffeurs et des gardiens et, enfin, l'annulation de l'article 87 bis de la loi 11/90.

F.-Z. B.